



Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE : 320/2021
Date de la séance du CE : 10 mars 2021
Direction : Direction de l'intérieur et de la justice
N° d'affaire : 2021.DIJ.1763
Classification : Non classifié

Autonomisation des cinq institutions cantonales d'aide à l'enfance et à la jeunesse : capitalisation du Centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif de Münchenbuchsee (CPLEAM)

Crédit d'objet

1. Objet

Avec l'ACE 1193/2019 du 6 novembre 2019, le Conseil-exécutif a décidé de rendre autonomes les cinq institutions cantonales d'aide à l'enfance et à la jeunesse (Foyer scolaire du Château de Cerlier, Centre de pédagogie spécialisée Landorf Köniz-Schlössli Kehrsatz, Foyer d'éducation Lory, Centre pédagogique de logopédie et d'entraînement auditif de Münchenbuchsee et Station d'observation pour adolescents de Bolligen) et de les détacher de l'administration cantonale. Il est prévu que l'autonomisation des cinq institutions soit effective au 1^{er} janvier 2023.

L'autonomisation accroît la marge de manœuvre entrepreneuriale des institutions dans le cadre du nouveau système de financement, qui est introduit avec l'entrée en vigueur de la loi sur les prestations particulières d'encouragement et de protection destinées aux enfants (LPEP) et de la révision de la loi sur l'école obligatoire (LEO). Elle permet en effet aux institutions de s'adapter plus rapidement à l'évolution des besoins, ce qui contribue à garantir une offre ciblée de prestations d'encouragement et de protection dans le canton de Berne. Grâce à l'autonomisation, les institutions peuvent en outre optimiser les systèmes et les processus de gestion de l'exploitation, à condition qu'elles soient soutenues dans la mesure nécessaire pour l'élaboration de ces derniers et qu'elles soient dotées d'un capital suffisant.

La dotation en capitaux propres se calcule selon les postes de l'actif, déduction faite de ceux du passif, et se présente comme suit :

Actifs

Actifs circulants

- *Liquidités* : il s'agit des liquidités nécessaires pour la première année d'exploitation (3870 milliers de fr.) et des liquidités non opérationnelles. Ces dernières sont constituées des provisions et des investissements consentis par le canton (2323 milliers de fr.), sans les liquidités nécessaires à l'exploitation. Les provisions nécessaires sont déterminées au 31 décembre 2022.
- *Créances résultant de livraisons et de prestations* : les valeurs du bilan au 31 décembre 2022 font foi.
- *Stocks et travaux en cours* : les valeurs du bilan au 31 décembre 2022 font foi.
- *Actifs de régularisation* : les valeurs du bilan au 31 décembre 2022 font foi.

Actifs immobilisés

- *Placements financiers* : aucun placement financier n'est fait.
- *Immobilisation corporelles* (biens mobiliers) : les valeurs du bilan au 31 décembre 2022 font foi.
- *Immobilisation corporelles* (biens immobiliers) : la valeur immobilière du CPLEAM se monte à 32 973 milliers de francs. Si le périmètre concerné par le transfert venait encore à changer, la valeur serait ajustée.
- *Immobilisations incorporelles* : les valeurs du bilan au 31 décembre 2022 font foi.
- *Fonds* : il s'agit en l'occurrence du fonds affecté à la piscine ; les valeurs du bilan au 31 décembre 2022 font foi.

Passifs

Capitaux de tiers à court terme

- Engagements provenant de livraisons et de prestations, autres engagements à court terme, passifs de régularisation, compte courant : les valeurs du bilan au 31 décembre 2022 font foi.

Capitaux de tiers à long terme

- *Provisions* : contributions financières à la Caisse de pension bernoise (CPB) et à la Caisse d'assurance du corps enseignant bernois (CACEB) ; les provisions nécessaires sont déterminées au 31 décembre 2022.
- *Provisions* : vacances, heures supplémentaires et gratifications pour ancienneté de service ; les provisions nécessaires sont déterminées au 31 décembre 2022.
- *Provisions* : éventuelles autres provisions fixées selon les valeurs du bilan au 31 décembre 2022.
- *Fonds* : il s'agit en l'occurrence du fonds affecté à la piscine ; les valeurs du bilan au 31 décembre 2022 font foi.

Le Conseil-exécutif est habilité à fixer la dotation en capital (capitaux propres) en se fondant sur les valeurs de l'inventaire au 30 septembre 2022 concernant les postes du bilan encore ouverts. Le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil d'approuver à cet effet un crédit de 41,3 millions de francs au maximum.

2. Bases légales

- Ordonnance du 18 octobre 1995 sur l'organisation et les tâches de la Direction de l'intérieur et de la justice (ordonnance d'organisation DIJ, OO DIJ ; RSB 152.221.131), articles 1 et 13
- Ordonnance du 27 novembre 2002 sur l'organisation et les tâches de la Direction de l'instruction publique et de la culture (ordonnance d'organisation INC, OO INC ; RSB 152.221.181), articles 1 et 10
- Ordonnance du 29 novembre 2000 sur l'organisation et les tâches de la Direction de la santé, des affaires sociales et de l'intégration (ordonnance d'organisation DSSI, OO DSSI ; RSB 152.221.121), articles 1 et 7, lettre e
- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP ; RSB 620.0), articles 46, 48, alinéa 1, lettre a et article 50
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), articles 136, 148 et 152
- Loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu ; RSB 641.1), article 5, alinéa 1
- ACE 1193/2019 du 6 novembre 2019

3. Nature et qualification juridique de la dépense

Il s'agit d'une dépense nouvelle unique (art. 46 et 48, al. 1, lit. a LFP).

4. Montant déterminant du crédit

Le montant déterminant du crédit (dotation en capital) se calcule par la soustraction des postes inscrits au passif des postes de l'actif (voir ch. 1) :

En milliers de francs	Actifs	Passifs
Liquidités nécessaires à l'exploitation	3 870	
Liquidités non nécessaires à l'exploitation*	2 673	
Créances résultant de livraisons et de prestations*	2 119	
Stocks et travaux en cours*	390	
Actifs de régularisation*	516	
Biens immobiliers (immobilisations corporelles)	32 973	
Biens mobiliers (immobilisation corporelles) et immobilisations incorporelles*	331	
Fonds*	1 083	
Capitaux de tiers à court terme*		1 122
Provisions (contributions financières CPB et CACEB) *		3 470
Provisions (vacances, heures supplémentaires et gratifications pour ancienneté de service)*		750
Fonds*		1 083
Total	43 936	6 424
Capitaux propres		37 531
Réserve de 10 %		3 753
Montant déterminant du crédit (dotation en capital)		41 284

* postes du bilan encore ouverts (estimations)

Le poste dont le volume financier est le plus important est celui des biens immobiliers. Le transfert peut se faire selon deux options : soit le canton vend les biens immobiliers au prix symbolique d'un franc, ce qui correspond à un abandon de recettes provenant de la vente ; soit il octroie un prêt non remboursable à hauteur des estimations actuelles du marché, qui permet à l'institution d'acheter les biens immobiliers au canton. Dans les deux cas, le canton renonce à percevoir des recettes, qui sont allouées dans le crédit demandé pour la capitalisation. L'abandon de recettes liées aux biens immobiliers porte sur un montant de 32 973 milliers de francs et, pour celles liées aux autres immobilisations (biens mobiliers et immobilisations incorporelles), il se monte à 331 milliers de francs.

Les valeurs comptables des biens-fonds seront inscrites non plus au patrimoine administratif, mais au patrimoine financier à la date du transfert. L'opération se traduit par une recette d'investissement de l'ordre des valeurs comptables.

Le choix d'une des deux options (vente ou prêt) dépend de l'imposition des valeurs immobilières. Le sujet sera traité au cours du projet.

Certains postes du bilan sont encore ouverts. Le Conseil-exécutif est habilité à fixer définitivement la dotation en capital (capitaux propres) en se fondant sur les valeurs de ces postes, qui sont inscrites à l'inventaire du 30 septembre 2022. Le manque de certitude actuel ne permet pas d'exclure que le montant de la dotation en capital se situe en dessus ou en dessous de ce qui est prévu. Par conséquent, une réserve de 10 pour cent doit être garantie. Le montant du crédit soumis à l'approbation du Grand Conseil est de 41,3 millions de francs au total.

5. Nature du crédit / Compte / Groupe de produits / Exercice

Nature du crédit : Crédit d'objet

Exercice comptable : 2023

Groupes de produits : DSSI : Unités administratives assimilées

DTT : Gestion des biens immobiliers

6. Habilitation du Conseil-exécutif à fixer la dotation en capital

Le Conseil-exécutif est habilité à fixer la dotation en capital définitive en se fondant sur les valeurs définitives des postes du bilan encore ouverts (voir ch. 1 et 3).

7. Motifs

Les futures fondations ont besoin d'une dotation en capital appropriée pour assurer d'elles-mêmes un développement couronné de succès au plan économique, agir de manière innovante et être solvables après l'autonomisation. La dotation en capital découle de plans d'affaires qui ont été établis selon une seule et même méthode sur la base de postulats réalistes, des différentes situations dans lesquelles les institutions se trouvent et compte tenu des objectifs du financement, c'est-à-dire la rentabilité, les besoins en liquidités, la sécurité et la flexibilité.

8. Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire facultative et doit être publié dans la Feuille officielle du canton de Berne.

Au nom du Conseil-exécutif



Christoph Auer
Chancelier

Destinataire

– Grand Conseil